

Nucléaire : les raisons d'un désastre

écrit par Armand Lanlignel | 10 novembre 2022



: Centrale nucléaire près de Dampierre-en-Burly (Shutterstock)



: Centrale nucléaire près de Dampierre-en-Burly (Shutterstock)

Peut-être que cet article peut intéresser les lecteurs de Résistance républicaine qui pensent qu'il faut renouveler le débat sur le sujet en pointant les irresponsables à l'esprit dogmatique.

Armand Lanlignel

08 NOVEMBRE 2022 – N° 1738 Nucléaire : les raisons d'un désastre

« *Électricité : enquête sur une débâcle* » titre un [excellent dossier du Point](#), expliquant la succession de choix politiques désastreux qui ont mené à la crise énergétique actuelle et au saccage du parc nucléaire français.

Comment en sommes-nous arrivés là ? La France était

championne du nucléaire civil, avec un vrai temps d'avance sur les autres pays. C'était une filière d'excellence qui attirait nos meilleurs ingénieurs, un savoir-faire français, une compétence technique et technologique rare. Mais aujourd'hui, seuls 30 des 56 réacteurs d'EDF fonctionnent et cela résulte d'un long processus de déconstruction du parc nucléaire français depuis plus de 20 ans. **Qui sont les responsables ?**

En 1997, sous la pression des Verts, Lionel Jospin enterre Superphénix. C'était un réacteur de quatrième génération capable d'utiliser l'uranium naturel de manière cent fois plus efficace et de brûler les déchets nucléaires les plus dangereux. Cette « promesse d'un nucléaire durable » fit enrager les anti-nucléaires, en les dépossédant de l'argument écologique. Les multiples raisons qu'ils invoquèrent pour pousser à cette décision d'arrêt furent toutes démenties par la suite. Lionel Jospin renonce ensuite au projet d'un nouveau réacteur pour remplacer la centrale à charbon de Cordemais. Elle fonctionnera à plein régime cet hiver.

Ce fut ensuite une longue bataille pour conquérir l'opinion publique. Les anti-nucléaires remportèrent une victoire morale conséquente en mettant leur cause sous l'étendard de la lutte contre le réchauffement climatique. Le paradigme était ainsi inversé et leur combat légitimé par la question environnementale. Une vraie bascule.

En conséquence, en 2007, toutes les associations de l'écologie politique sont invitées au Grenelle de l'environnement de Nicolas Sarkozy. Dans la foulée, la question énergétique quitte la tutelle de Bercy pour celle du ministère de la transition écologique. **On ne parle désormais plus de l'énergie sous l'angle de l'économie ou de l'industrie, mais uniquement sous le spectre climatique.** Exit toutes les autres variables ! **Et fin des réunions stratégiques sur l'avenir du parc nucléaire et les**

investissements à réaliser.

En 2012, François Hollande reprend le pacte vert négocié par Martine Aubry et Cécile Duflot. Il prévoit un désengagement massif du nucléaire dans le mix énergétique (de 75% à 50% d'ici 2025, soit la fermeture de 17 à 20 réacteurs). Des décisions très graves sont prises comme le plafonnement de la production d'électricité d'origine nucléaire.

En 2018, Emmanuel Macron met fin au programme Astrid. Décision prise sans débat et sans concertation. D'un revers de main, « 60 années de recherches scientifiques sont jetées aux oubliettes » (Le Point). Pourtant ce prototype reprenait l'ambition du Superphénix : réduire considérablement les déchets nucléaires par la réutilisation du plutonium. Il aurait « offert à la France une indépendance électrique de plusieurs siècles en utilisant le stock d'uranium appauvri ». **Bercy commande alors un rapport qui recommande de construire au plus vite trois paires de réacteurs. Rapport aussitôt classé secret défense.**

La fermeture de Fessenheim fut ensuite entérinée par Emmanuel Macron qui invoqua des raisons de sécurité, malgré le fait qu'elle soit considérée comme l'une des centrales les plus sûres de France (selon l'Autorité Indépendante de Sûreté Nucléaire). En réalité, le gouvernement céda à la pression des écologistes et des exécutifs allemand et suisse qui jugeaient cette centrale trop proche de leur frontière. Ingérence ?

Finalement, les rapports s'accumulent sur le bureau de l'Élysée pour alerter sur la situation et les risques futurs. Qu'ils viennent de l'Autorité Indépendante de Sûreté Nucléaire, de l'Académie des Sciences ou de parlementaires, ces rapports restent bien trop longtemps lettre morte.

Ce n'est qu'en 2022, lors de la campagne présidentielle, qu'Emmanuel Macron annonce la construction de 14 réacteurs

nucléaires. Aucune commande n'a cependant encore été passée.

Le gouvernement et EDF se renvoient sans cesse l'ascenseur. En réalité, comme l'a dit publiquement son directeur général d'alors, en août 2022 lors de la rentrée du Medef, – Emmanuel Macron supporta très mal cette sortie publique – **EDF n'est pas en capacité d'ouvrir de nouvelles centrales.** Car suite aux demandes des gouvernements successifs, EDF a adapté sa stratégie pour fermer 12 centrales et non pour en créer de nouvelles. Il y a ainsi, aujourd'hui et pour longtemps, un manque très important de main d'œuvre (ingénieurs, soudeurs, robinetiers) mais aussi de compétences !

Les politiques français sont responsables du problème actuel, mais ils ne sont pas les seuls. L'Union Européenne, en liant les prix du gaz et de l'électricité, a aussi une grande part de responsabilité dans l'explosion des prix

suite au conflit ukrainien, comme le fit remarquer Olivier Marleix (président du groupe LR à l'Assemblée nationale) le 4 octobre : « *Poutine a créé une crise du gaz en Europe, l'Europe s'est inventé une crise de l'électricité* ».

Sans 20 années de mauvais choix, la France serait à l'évidence dans une situation toute autre. Cette crise énergétique est celle de la responsabilité des dirigeants politiques mais aussi celle des discours moralisateurs et lancinants des idéologues de l'écologie politique. Elle montre encore une fois le danger des politiques de court terme, cédant aux modes du moment. À l'heure de la responsabilité politique, le gouvernement semble se cacher derrière son col roulé, avec pour seule réponse les chèques, boucliers tarifaires ou artifices de communication.

Pierre-Louis Brière

Si un ami vous a transféré cet email et que vous n'êtes pas encore abonné à [LSDJ](#), faites-le, c'est gratuit : Je m'inscris

Chaque année ensuite, chacun donne ce qu'il veut

(contribution libre)